Élections législatives des 30 juin et 7 juillet 2024

ENSEMBLE Pour la République



ENSEMBLE-2024.FR

PROJET

Depuis 2017, notre pays a traversé les crises et les a toujours surmontées.

Ensemble, nous avons vaincu la pandémie de la Covid. **Ensemble**, nous avons vaincu le chômage de masse. **Ensemble**, nous avons affronté la crise de l'inflation. **Ensemble**, nous soutenons l'Ukraine face à l'agression.

Aujourd'hui, face aux extrêmes, face aux défis d'une génération – le plein-emploi, la réindustrialisation, l'écologie –, c'est à nouveau ensemble que les Français pourront trouver les ressorts de leur succès.

Nous l'avons démontré par tant de fois dans notre histoire : rien ne résiste au peuple français s'il se tient ensemble.

Les 30 juin et 7 juillet prochains, la République nous appelle à nouveau à nous tenir ensemble. Progressistes, travaillistes, démocrates, républicains, ensemble. **Ensemble** pour le travail. **Ensemble** pour le pouvoir d'achat. **Ensemble** pour l'écologie. **Ensemble** pour l'autorité et les valeurs.

ENSEMBLEPour la République

Voici devant les Français les engagements que nous prenons pour les trois prochaines années.

ENSEMBLE POUR PROTÉGER VOTRE POUVOIR D'ACHAT!

- Nous libèrerons les augmentations de salaires entre le SMIC et 2 500 € nets en réformant les aides aux entreprises et la prime d'activité. Nous supprimerons les effets de seuil qui désincitent les entreprises à augmenter leurs salariés afin que les Français en aient pour leur travail.
- Dès cet hiver, nous baisserons les factures d'électricité de 15 %. Pour chaque Français, ce sera 200 € de moins sur la facture annuelle. Grâce à la réforme du marché européen de l'électricité que nous avons obtenue, ils bénéficieront de prix inférieurs à nos voisins européens qui tiendra compte de notre énergie d'origine nucléaire.
- Pour continuer à rémunérer le travail, nous permettrons aux entreprises d'augmenter jusqu'à **10 000 € par an sans charge ni impôt** le montant de la prime de pouvoir d'achat qu'elles ont versée l'an passé à 6 millions de salariés.
- Nous revaloriserons les retraites pour suivre l'inflation et protéger le pouvoir d'achat des 17 millions de retraités qui ont travaillé toute leur vie et méritent un revenu décent.
- Pour tous les parents d'élèves, nous proposerons dès cet été des achats groupés de fournitures scolaires pour vous aider à baisser le coût de la rentrée pour les enfants. Ce sera jusqu'à 15 % de baisse des prix sur les fournitures scolaires.
- Après avoir augmenté depuis 2017 les salaires des professeurs des écoles (+621 € nets par mois en début de carrière), des infirmiers (+637 €), des gardiens de la paix (+382 €) et des agents qui servent nos compatriotes, nous continuerons à revaloriser celles et ceux qui font vivre nos services publics.



- Nous ferons reculer les déserts médicaux en doublant le nombre de médecins en formation chaque année grâce à la suppression du numerus clausus (16 000 en 2027, contre 8 000 en 2017). Nous permettrons à chaque Français d'avoir dès cet été un médecin de garde à moins de 30 minutes du domicile.
- Nous simplifierons drastiquement l'accès à la santé pour libérer 20 millions de rendezvous médicaux par an. Pour cela, nous permettrons aux pharmaciens, sagesfemmes, infirmiers, opticiens et orthophonistes de réaliser une vingtaine d'actes médicaux du quotidien tels que la vaccination en pharmacie ou l'adaptation de la prescription de lunettes par les opticiens.
- Aujourd'hui, encore trop de retraités, étudiants, indépendants ou demandeurs d'emploi demeurent sans mutuelle. Pour ces 3 millions de Français aujourd'hui sans mutuelle, nous créerons une offre de mutuelle publique à 1 € par jour. Elle prendra la forme d'un élargissement de la complémentaire santé solidaire. Ce sera un droit nouveau pour des millions de Français.
- Nous permettrons d'ici la fin de l'année le remboursement intégral des fauteuils roulants, électriques et manuels, pour nos compatriotes en situation de handicap moteur. Ils seront pris en charge par l'assurance maladie et les complémentaires santé.
- Les spécificités de la santé des femmes restent encore moins prises en compte que celles des hommes. Qu'il s'agisse de l'endométriose, de la ménopause ou de l'infertilité, les non-dits ou les tabous conduisent à des pertes de chances. Pour protéger la santé des femmes, nous développerons les consultations de prévention de la ménopause, de l'infertilité et la prise en charge de l'endométriose.
- À chaque passage à l'hôpital ou en médecine de ville, nous présenterons aux Français une facture informative à partir de 2025. Cela favorisera la transparence pour que chaque Français connaisse le coût des soins et contribuera à mieux repérer les cas de fraude.



- Trop de jeunes, trop de Français qui travaillent accèdent encore difficilement au logement. Pour aider les Français qui travaillent ou étudient à se loger, **nous étendrons la garantie de loyers pour faciliter la location tout en rassurant les propriétaires**. Elle s'inspirera de la garantie Visale qui bénéficie déjà à un million de jeunes.
- Pour les aider à se loger, nous créerons un fonds de rénovation énergétique des logements des classes moyennes et populaires financé par une taxe sur les rachats d'actions. Cela permettra de rénover 300 000 logements supplémentaires d'ici 2027 et d'accompagner les foyers concernés par le retrait/gonflement des argiles.
- D'ici 2027, nous permettrons également à 1 million de jeunes de classes moyennes et populaires d'accéder à la propriété en les exonérant de droits de mutation à titre onéreux (« frais de notaires ») pour l'achat d'un logement jusqu'à 250 000 €.





- Nous respecterons une **règle d'or anti-hausse d'impôt pour les Français** afin de les protéger du matraquage fiscal voulu par le RN et la NUPES. Ces deux blocs veulent augmenter les taxes et impôts de tous les Français qui travaillent ou qui ont acquis un petit patrimoine. Nous y ferons barrage.
- Après 40 ans de désindustrialisation, nous avons depuis 2017 rouvert 300 nouvelles usines et recréé 150 000 emplois. De Crolles à Dunkerque, la réindustrialisation française est en marche. D'ici 2027, nous créerons 200 000 emplois industriels et 400 usines supplémentaires en restant le pays le plus attractif d'Europe pour les investissements.
- Nous continuerons à investir massivement dans la recherche et les technologies, en particulier dans la santé, et à simplifier la vie des chercheurs, notamment grâce à la loi de programmation de la recherche. C'est par le soutien à l'innovation et à la productivité, à travers notamment le plan « France 2030 », et la baisse du chômage que les salaires augmenteront durablement.
- Nous poursuivrons une lutte implacable contre toutes les fraudes sociales et fiscales après les résultats historiques obtenus l'an passé avec 17 milliards d'euros mis en redressement. Un projet de loi sera présenté dès l'été.
- Aucun impôt ne sera appliqué aux successions et donations jusqu'à 150 000 € par enfant, y compris pour les familles recomposées, ni jusqu'à 100 000 € transmis aux petits-enfants.
- Nous revaloriserons les retraites des agriculteurs, comme nous nous y étions engagés. Toutes les pensions liquidées à compter du 1^{er} janvier 2026 prendront en compte les 25 meilleures années de revenus de la carrière des agriculteurs. Concrètement, cela représentera un gain de 100 € par mois pour près de la moitié des futurs retraités agricoles afin de leur garantir une retraite digne.
- Nous irons plus loin dans la simplification administrative pour les TPE et les PME afin d'encourager toujours la prise d'initiative et la création d'emplois. Après avoir protégé les TPE et les PME durant la crise, nous permettrons à celles qui éprouvent des difficultés à rembourser leurs prêts garantis par l'État de restructurer leur dette et les soutiendrons dans la durée.



- Jamais nous ne transigerons sur la laïcité, principe fondamental que nous réaffirmerons à l'Ecole de la République contre les coups de boutoir des islamistes et des extrémistes. Après l'interdiction de l'abaya à l'école, nous nous battrons pour la laïcité dans tous nos services publics.
- Jamais nous ne transigerons sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme, le sexisme, l'homophobie et toutes les haines qui n'ont pas leur place dans notre République. Nous généraliserons la pratique du testing pour lutter contre les discriminations à l'embauche.
- Nous généraliserons le service national universel d'ici 2026 pour chaque jeune de 16 ans ou en classe de seconde afin de renforcer la cohésion sociale et nationale au sein de notre jeunesse.
- Nous reverrons l'excuse de minorité pour les jeunes délinquants afin de casser la récidive et le sentiment d'impunité. Nous présenterons dès l'été un projet de loi pour mettre en œuvre le principe de sanction immédiate avec comparution immédiate dans les cas les plus graves. Nous développerons le travail et la formation des personnes détenues pour préparer leur réinsertion professionnelle.
- Nous continuerons à expulser du territoire national tout étranger délinquant ou radicalisé qui représente une menace à l'ordre public. Depuis 2017, nous avons déjà expulsé près de 12 000 personnes. Toute délivrance d'une carte de séjour de longue durée sera conditionnée à la maîtrise du français et au respect des valeurs républicaines. Dans le cas contraire, les préfets pourront retirer le titre de séjour.
- Grâce à la réforme européenne du droit d'asile, nous ouvrirons des centres de rétention aux frontières extérieures de l'Europe pour examiner la situation des migrants avant qu'ils n'arrivent sur notre sol.
- Nous continuerons à accueillir des chercheurs de renom, des médecins, des étudiants à fort potentiel, tout comme les travailleurs qualifiés dont notre tissu économique a besoin.



- Pour remettre l'ascenseur scolaire en marche et élever le niveau de tous les élèves, nous continuerons à investir massivement pour l'École de la République. Après avoir augmenté les salaires des professeurs de plus de 10 % depuis 2022, nous renforcerons la formation des professeurs et défendrons leur autorité en instaurant un contrat parents/école. Nous organiserons le remplacement systématique des absences pour regagner des heures d'enseignement. Nous renforcerons également l'école inclusive pour les élèves en situation de handicap.
- Depuis 2017, neuf résidences CROUS sur dix ont déjà été rénovées. Ce sera 100 % d'ici 2027. 35 000 nouveaux logements étudiants abordables seront également construits, dont 10 000 en résidences CROUS.
- Malgré l'inflation, nous avons bloqué depuis 2019 le prix du repas pour tous en restaurant universitaire à 3,30 € et 1 € pour les étudiants boursiers. Nous maintiendrons les repas CROUS à 1 € pour les boursiers, après avoir augmenté les bourses de 37 € par mois.
- Pour renforcer l'égalité entre femmes et hommes, nous ouvrirons dès 2025 le droit à un congé de naissance mieux indemnisé que le congé parental actuel. Chaque parent pourra être présent auprès de son enfant durant 3 mois.
- Après le succès de l'imposition à la source, nous achèverons la mise en œuvre de la solidarité à la source avec le versement automatique des aides dès 2025 à tous ceux qui y ont droit.
- Pour les femmes menacées, nous avons créé des « téléphones grave danger » et nous continuerons à les diffuser pour protéger la sécurité des femmes. Nous aiderons également les collectivités locales à généraliser la mise en place d'arrêts de bus à la demande en soirée comme le font beaucoup de municipalités.
- Nous interdirons l'accès aux réseaux sociaux avant 15 ans pour protéger nos enfants des contenus haineux, pornographiques et du harcèlement en ligne.
- Nous referons de l'aide sociale à l'enfance et de la gestion des mineurs non-accompagnés une compétence de l'Etat pour assurer l'égalité de traitement partout sur le territoire national.



- Comme depuis 2017, nous continuerons à soutenir les collectivités locales et les élus durant les crises. Après avoir mis en place des soutiens exceptionnels de 12 milliards d'euros durant les crises sanitaire, énergétique et climatique, nous poursuivrons le soutien à l'investissement local pour la transition écologique à travers le « Fonds vert » mis en place en 2023.
- Comme depuis 2017, nous ne baisserons pas les dotations de fonctionnement aux collectivités locales, après les avoir revalorisées de 640 millions d'euros depuis 2022.
- Nous simplifierons le millefeuille territorial en poursuivant la déconcentration de l'État dans les territoires et en permettant aux collectivités de réaliser des économies de fonctionnement en regroupant davantage leurs compétences.
- Nous ouvrirons une maison France services dans chaque canton, à 20 minutes de chez soi, y compris en ruralité. Pour cela, nous porterons leur nombre de 2 700 à 3 000 d'ici 2027. Nous soutiendrons la culture de proximité en ruralité et pour tous les âges, à travers notamment le « printemps de la ruralité ».





- D'ici 2030, nous baisserons de 55 % les émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990. Pour cela, **nous baisserons de 20 % supplémentaires les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2027** en maintenant le rythme inédit atteint l'an passé (-6%).
- Nous proposerons chaque année 100 000 véhicules électriques en leasing social pour permettre aux Français de classes moyennes et populaires de choisir un mode de déplacement non-polluant.
- Nous mettrons en chantier 14 nouveaux réacteurs nucléaires pour assurer l'indépendance énergétique de la France et aller vers une économie sans carbone. Leur construction sera accélérée grâce à la loi adoptée en 2023.
- Nous permettrons aux entreprises d'adapter les horaires de travail en période de canicule, notamment pour les travailleurs très exposés comme ceux du BTP.
- Nous continuerons à réduire l'usage des pesticides de 50 % d'ici 2030, après avoir réduit l'usage des plus dangereux de 98 % depuis 2017.
- Nous mettrons en place des prix rémunérateurs pour les agriculteurs. Cela favorisera une alimentation de qualité payée au juste prix grâce à des prix planchers par filière. Ils entreront en vigueur à partir de 2025.
- Après l'interdiction des plastiques à usage unique, nous continuerons à lutter contre le gaspillage et la pollution de l'environnement en supprimant progressivement le plastique jetable et en développant l'économie circulaire.



- Nous resterons dans l'OTAN et nous maintiendrons la dissuasion nucléaire. Ces choix, que certaines de nos oppositions voudraient remettre en cause, garantissent la souveraineté de notre nation.
- Nous doublerons d'ici 2030 le budget militaire de la nation, conformément à la loi de programmation militaire, pour faire face aux nouvelles menaces et faire respecter la France et sa voix singulière dans le concert des nations.
- Nous garderons le cap d'une politique qui a permis à notre pays d'être classé pour la cinquième année consécutive le plus attractif d'Europe pour les investissements étrangers.
- Notre diplomatie demeurera au service de nos compatriotes en France comme à l'étranger, comme par exemple avec la simplification et la dématérialisation des procédures d'état-civil pour les Français de l'étranger.



Les mesures phares

S₁ **S2 S3 S4** Elargissement de la garantie Présentation d'un projet contre les impayés de loyers de loi de lutte contre les à plusieurs millions de fraudes fiscales et sociales travailleurs de classes moyennes et populaires Présentation d'un projet de loi pour le pouvoir d'achat Cérémonie d'ouverture Nouvelle étape de solidarité des classes moyennes: des Jeux olympiques et désmicardisation, prime à la source avec le paralympiques 2024 jusqu'à 10 000 € sans pré-remplissage automatique des aides charge ni impôt Présentation d'un plan Examen du projet de loi anti-cambriolages fin de vie Déploiement d'un Ouverture des achats Commémorations service d'accès aux groupés de fournitures de la Libération de Paris soins dans 100 % scolaires pour les parents des départements d'élèves avec remises Présentation d'un projet jusqu'à 15 % (gain de 50 à et plan d'urgence de loi pour Mayotte 18h-minuit/week-end , 60 € pour un collégien) SEPTEMBRE Mise en œuvre Présentation d'un Lancement des services Bilan des mesures du choc des savoirs projet de loi contre civiques écologiques de déconcentration à l'Ecole de la la délinquance de l'action publique et 2e étape pour République des mineurs redonner des libertés aux territoires Présentation du budget 2025 avec : Nouvelle vague de La baisse de 15 % des factures d'électricité à leasing social de l'hiver (gain de 200 €) véhicules électriques • La mutuelle à 1 € par jour OCTOBRE ciblés en faveur des • Elargissement du • Exonération de frais de notaires pour primo-achat professionnels des système de gardes en jusqu'à 250 000 € métiers du soin ambulatoire à d'autres • Indexation des retraites sur l'inflation professions de santé Début du • Mise en place du congé de naissance remboursement • Aucun impôt jusqu'à 150 000 € de succession intégral des fauteuils ou donation par enfant ni jusqu'à 100 000 € roulants aux petits-enfants

